



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Epinal, le 29/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE DES CARRIERES ET MATERIAUX NORD-EST

Carrière de Raon l'ÉTAPE

BP 71
LA TROUCHE
88110 Raon-l'Étape

Références : S-24-035RP

Code AIOT : 0006202416

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2023 de la carrière de Raon-l'Étape (88110). L'inspection a été annoncée le 05/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection de 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES CARRIERES ET MATERIAUX NORD-EST
- Chavré (exploitation de Raon l'Étape) BP 71 88110 Raon-l'Étape
- Code AIOT : 0006202416
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Carrière

La société des Carrières et Matériaux Nord-Est (groupe COLAS) est dédiée à l'extraction de matériaux basaltiques destinés notamment à des usages ferroviaires (ballast) et routiers (gravillons, couche de roulement).

L'exploitation de la carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 1187/2009 du 16 juin 2009 modifié.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- point sur l'évolution de la carrière et sur le respect de l'arrêté de mise en demeure n° 1291/2022/DREAL/UD88 du 05 janvier 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les installations de traitement tertiaire ont été remplacées. Les nouvelles installations fonctionnent. Il reste quelques réglages à réaliser.

Les anciennes installations de traitement tertiaire sont en cours de démantèlement. Les travaux seront bientôt terminés.

L'installation de stockage de déchets inertes n'est pas en fonctionnement. Aucun aménagement n'a été réalisé sur la zone pour le moment. Le réservoir d'eau doit d'abord être déplacé. Les travaux seront probablement réalisés en 2024.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Garanties financières	AP Complémentaire du 21/10/2022, article 14	Sans objet
3	Retombées de poussières - bilan des mesures	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet
4	Retombées de poussières - Bilan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	Sans objet
5	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 10.10	Sans objet
6	Conformité des émergences	AP de Mise en Demeure du 05/01/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le service de l'inspection n'a pas constaté de non-conformité. L'exploitant a réalisé les mesures nécessaires afin de répondre à l'arrêté de mise en demeure n° 1291/2022/DREAL/UD88 du 05 janvier 2023. Le service de l'inspection se positionnera sur la lever ou non de la mise en demeure à réception de la campagne de mesure du bruit de 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.1
Thème(s) : Autre, plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière sera établi. Sur ce plan seront reportés : <ul style="list-style-type: none"> les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; la position des fronts de taille ; les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; les zones remises en état. Ce plan est mis à jour une fois par an.
Constats : L'exploitant met à jour le plan d'exploitation tous les ans et une copie est transmise à l'inspection des installations classées. Le dernier relevé date de 2022. Le plan d'exploitation de 2022 a été transmis lors de l'inspection. Le relevé de 2023 est prévu en fin d'année. Il est demandé à l'exploitant de transmettre le plan d'exploitation au cours du 1er semestre 2024.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/10/2022, article 14
Thème(s) : Situation administrative, acte de cautionnement
Prescription contrôlée : <p>Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode de détermination présentée à l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées et s'établit comme suit.</p> <ul style="list-style-type: none">• 3 209 021 € TTC, pour la phase 3 (2020 à 2024).
Constats : <p>L'acte de cautionnement est valable jusqu'en décembre 2024. Le jour de l'inspection le montant est conforme aux obligations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Retombées de poussières - bilan des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, retombées de poussières
Prescription contrôlée : <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauge de retombée. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
Constats : <p>L'exploitant réalise 5 points de mesures répartis tout autour de la carrière et un témoin.</p> <p>D'après les résultats des mesures des deux campagnes, l'exploitant respecte la valeur limite de 500 mg/m²/jour sur une année glissante. Les mesures sont en générales inférieures à 110 mg/m²/jour sauf pour le point 1. Lors de la campagne de mesure de février le résultat de la mesure est de 522 mg/m²/jour et pour la seconde campagne, la mesure des retombées est de 102 mg/m²/jour.</p> <p>D'après le bureau d'étude, la campagne n° 1 a pu être influencée par la remontée des sables du Sahara. D'ailleurs d'après les résultats, on peut observer des retombées de poussières plus importantes lors de la première campagne.</p> <p>Il est également à noter que le point 1 est implanté à proximité de l'installation de traitement et des voies de circulation des engins.</p> <p>Une attention particulière sera portée sur le prochain bilan des mesures afin de vérifier les retombées de poussière au point 1.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Retombées de poussières - Bilan

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
Thème(s) : Risques chroniques, retombées de poussières
Prescription contrôlée : Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.
Constats : L'exploitant a transmis le bilan de l'année 2022, le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5: Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 10.10
Thème(s) : Risques accidentels, impact des vibrations
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. L'exploitant doit réaliser une mesure des vibrations par un organisme extérieur tous les ans.
Constats : La dernière campagne de mesure date du 19 octobre 2022. Trois points de mesure ont été réalisés : un au niveau du hameau de " la Touche ", un au niveau du hameau " de la Chavre " et un au niveau du pont bascule. Les vitesses de vibrations, ainsi que les surpressions aériennes mesurées sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Hameau de la touche (à 512 m du tir) : axe longitudinale = 0,99 mm/s; axe transversale = 2,64 mm/s; axe verticale : 1,03 mm/s et une surpression aérienne de 118,6 dBL.• Hameau de la Chavre (à 1090 m du tir) : axe longitudinale = 0,58 mm/s; axe transversale = 0,57 mm/s; axe verticale : 0,51 mm/s et une surpression aérienne de 104,6 dBL.• au niveau du pont bascule (à 2222 m du tir) : pas de déclenchement et une surpression aérienne < 100 dBL Au regard des résultats obtenus lors du tir de mine, les niveaux vibratoires reçus par les habitations les plus proches de la zone d'abattage, respectent la réglementation en vigueur. En effet, la vitesse pondérée maximum est de 2.64 mm/s à LA TROUCHE, très inférieure au seuil des 10 mm/s de l'arrêté. En ce qui concerne la surpression aérienne, le niveau maximum relevé est à « LA TROUCHE » pour 118.6 dBL.(Nota : pour la surpression aérienne, il n'y a pas de limite maximale mais une recommandation fixée à 125 dBL par la circulaire d'application du 02/07/96). L'exploitant doit réaliser une campagne de mesure des vibrations par an. Il est demandé à l'exploitant de transmettre dès réception les résultats des mesures de la campagne de 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conformité des émergences

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/01/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE L'EST, exploitant une carrière à ciel ouvert de basalte sur la commune de RAON-L'ÉTAPE, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé relatives au respect des niveaux de bruit dans les zones à émergences réglementées sous un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>La nature et le calendrier de mise en place des mesures de réduction nécessaires devront être communiqués, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, à la DREAL.</p> <p>Après la réalisation de la campagne de mesure de bruit de 2023, l'exploitant procédera à une analyse de l'efficacité des mesures de remédiation prises. Les conclusions de cette analyse seront transmises à la DREAL en même temps que les différents rapports liés à la surveillance environnementale (eaux de surface, bruit et émissions de poussières dans l'environnement).</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 1er septembre 2023, la Société CMNE a transmis à l'inspection des installations classée l'état d'avancement des travaux réalisés les travaux suivants afin de se conformer à l'arrêté de mise en demeure :</p> <ul style="list-style-type: none">• remplacement de l'installation de traitement tertiaire par une installation plus moderne et plus récente et mise sous bardage ;• adaptation des horaires de travail d'une partie des équipes de production afin de limiter au maximum le travail en période nocturne. <p>Suite à ces changements, l'exploitant a décidé de réaliser en été 2023 une analyse fine de la situation sonore du site (mesure sur un temps plus long - 4 semaines) afin d'avoir une meilleure représentativité des émissions sonores de l'exploitation. Ce qui représente environ 500 mesures réglementaires.</p> <p>D'après les mesures réalisées en été 2023, il résulte que l'exploitant respecte l'émergence réglementaire sur l'ensemble des 3 points de mesures en période nocturne et diurne pendant les 4 semaines de mesures sauf pour le point 3 en période diurne avec un dépassement de 2,4 dB (A) qui s'explique principalement par la diminution du bruit résiduel cette semaine (diminution du trafic routier).</p> <p>Pour les années à venir, l'exploitant propose de réaliser une campagne de mesure classique tous les ans pendant 3 ans puis de revenir à une périodicité classique (mesure tous les 3 ans) s'il n'y a pas de non-conformité.</p> <p>Il est à noter que l'exploitant a mené les actions nécessaires afin de respecter les valeurs limites d'émergences au droit des habitations les plus proches. Il a été observé un dépassement de 2,4 dB (A) sur un panel de 500 mesures réalisées sur 1 mois. Ce dépassement unique s'explique principalement par la baisse importante du bruit résiduel pendant la période estivale. Pour 2024, l'exploitant propose de réaliser un suivi particulier afin d'identifier toute source importante de bruit provenant de la carrière avec la réalisation de mesures régulières en internes avec un sonomètre.</p> <p>Compte tenu de l'amélioration significative de la situation, l'inspection propose d'examiner la situation sur la base de la prochaine campagne de mesure à réaliser en 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite